
Albanie : des transferts de fonds migratoire en hausse de 12,5%

Description

Plus d'un million d'Albanais ont quitté leur pays au cours des dernières décennies dans le cadre d'une migration économique qui permet de subvenir aux besoins de proches, ou de financer différents projets de vie. Les pays d'accueil sont principalement les États membres de l'Union européenne. Les départs se sont accélérés à partir de la fin des années 2000. En effet, selon les données d'*Eurostat*, de 2008 à 2024, on estime que 920 000 ressortissants albanais ont obtenu pour la première fois une autorisation ou un titre de séjour leur permettant de résider légalement dans l'un de ces pays. En 2024, près de 79 200 de ces autorisations de séjour ont été accordées à de nouveaux demandeurs au sein de l'UE, contre 75 000 en 2023.

Conséquence directe de ce phénomène, depuis 2013 les transferts d'argent des émigrants vers l'Albanie n'ont cessé d'augmenter. Ces flux d'argent proviennent d'activités déclarées et licites, mais également de celles relevant du domaine de l'économie informelle. Une partie des sommes générées par ces activités illégales serait investie dans l'achat de biens immobiliers sur la côte albanaise.

En 2024, ces transferts ont dépassé pour la première fois la barre du milliard de lek (1,05 Md de lek, soit 10,06 M€, selon la Banque d'Albanie).

La Grèce et l'Italie sont deux des principaux pays d'où proviennent les fonds, avec une montée au cours des dernières années de la part provenant de Grande-Bretagne et d'Allemagne.

Cependant, ces rentrées d'argent pourraient diminuer : après 10 à 15 ans de vie à l'étranger, les migrants économiques finissent par s'installer durablement dans le pays d'accueil, où ils investissent davantage. En conséquence, ils transfèrent moins d'argent dans leur pays d'origine.

Sources : ATA, *Albanian Post*, *Balkan Web*.

date créée

29/04/2025

Champs de Méta

Auteur-article : Stéphan Altasserre